Un impérialisme peut en cacher un autre

Il fallait prolonger le débat lancé à la réunion des lecteurs de *Partis Pris.* Débat essentiel après Kaboul.

Alain Lipietz. Pour introduire le débat, je rappellerai les positions que j'ai exprimées dans le numéro 18 de la revue. D'abord, il me semble que le monde est partagé entre deux chaînes impérialistes, avec chacune à sa tête une super-puissance, avec leurs vassaux, leurs relais (vassalité faite de coopération et de rivalités). De ces deux chaînes, par-delà leurs différences, ce qui me frappe surtout c'est la symétrie des discours. Dans métropoles occidentales, la « menace » représentée par les agissements de l'autre chaîne impérialiste me semble principalement idéologique : pour renforcer le consensus intérieur et justifier les interventions occidentales dans le Tiers-Monde. Pourtant, je ne nie pas le danger de guerre: face à leur propre crise interne, chacune des deux chaînes a tendance à recourir à la guerre. Finalement, la situation me semble plus proche de celle prévalant avant 1914 (à l'époque d'Agadir). On ne peut choisir une superpuissance contre l'autre. Il faut s'attaquer, pour sauver la paix, à l'impérialisme d'où qu'il vienne.

qui veut la guerre?

Blandine Barret-Kriegel. Ta position neutraliste me semble inadéquate à la situation du monde telle qu'elle s'est infléchie ces dernières années. Cette attitude a été incarnée jadis par Castro et Guevara et ceux qui souhaitaient la formation d'un camp non-aligné contre la complicité des deux superpuissances. Mais aujourd'hui, plus aucune force n'est attachée à une telle position. Cuba lui-même est devenu un des grands agents de l'impérialisme soviétique. La seconde transformation, c'est que les USA se sont repliés, tandis que l'URSS vient de passer à une politique d'intervention brutale. Troisième élément : le Tiers-Monde lui-même s'est terriblement divisé. La remise en cause du pillage du pétrole par les

pays arabes n'a pas fait que le renforcer, elle l'a divisé entre riches et pauvres. Le Tiers-Mondisme a donc fait faillite.

Reste à poser la question: qui aujourd'hui veut la guerre? qui est engagé dans une politique de force? Contrairement à ce qui était le cas au moment de la guerre du Vietnam, c'est aujourd'hui l'Union Soviétique qui vient, au mépris du droit le plus élémentaire, de perpétrer une annexion pure et simple en Afghanistan, après avoir aidé le Vietnam à faire main basse sur le Cambodge.

Dans ces conditions, la neutralité n'existe plus, quand même le voudrions-nous.

Daniel Lindenberg. Reste le problème de la nature de l'URSS. Je suis frappé par l'extraordinaire anesthésie qui continue à régner dans la gauche française à ce propos. On ne veut toujours pas entendre ce qui nous vient du camp soviétique : Soljénitsine, Zinoviev. Ce sont pourtant des vérités très simples : c'est le plus extraordinaire système d'exploitation, d'oppression et d'obscurantisme qui existe à l'heure actuelle. Et ce système n'a pas les contre-poids que le système américain possède : opinion publique, information, pluralisme politique, possibilité de mener des campagnes, de lutter. En Union Soviétique règne l'inégalité la plus éhontée au profit d'une couche profiteuse qui n'a même pas d'alibi de la croissance et de l'efficacité, d'un bonheur futur. Y fleurissent le gaspillage, le racisme d'Etat... C'est se payer de mots que de maintenir la balance égale entre les méfaits (que je ne songe nullement à nier) du capitalisme occidental et ceux système soviétique, qui me paraît beaucoup plus pervers et agressif.

Et agressif, y compris vis-à-vis du Tiers-Monde. On veut nous donner mauvaise conscience en disant « le système soviétique ce n'est pas le pied, mais c'est encore ce qu'on a trouvé de mieux contre la condamnation du Tiers-Monde à la faim et la misère ». Or l'URSS, en Egypte, en Inde, a montré qu'elle n'avait rien à apprendre aux Américains en matière de pillage, de racisme, de mépris.

Moi, je me réfèrerai plutôt à la

période qui a précédé la Seconde Guerre Mondiale. Ce qui rappelle notre ambiance actuelle à gauche, c'était alors à droite l'incroyable esprit munichois, mélange de jobardise et d'aveuglement inconscient ou non. Et d'autre part Hitler aussi avait des soutiens dans le Tiers-Monde, à partir du moment où il combattait l'impérialisme britannique. Fallait-il pour autant en 1941 soutenir Hitler? A partir du moment où se profile un conflit mondial, il faut déterminer quel est l'ennemi principal. C'est l'Union Soviétique, et tout ce qui tend à brouiller cette vérité première est de la poudre aux yeux extrêmement dangereuse. Il existe actuellement un euro-soviétisme qui prétend se « servir de l'URSS ». Mais c'est l'URSS qui se sert de nous et de nos vieux schémas. Les USA ne menacent plus notre indépendance nationale comme en 1945.

Thierry Paquot. Qui veut la guerre? Je ne suis pas convaincu par la réponse de Daniel. Est-ce la nature même du régime soviétique actuel qui impose la guerre ? Et d'autre part, peut-on hiérachiser les impérialismes? La «force montante» de l'Union Soviétique n'est-elle pas conjoncturelle? Reste à prouver que l'impérialisme occidental est déclinant. Economiquement en tous cas (quelles que soient les limites de l'économisme), c'est lui qui reste le plus puissant. La difficulté, c'est qu'il faut lutter sur deux fronts. Je suis d'accord pour dénoncer l'URSS, mais il ne faut pas oublier l'impérialisme français, qui n'est jamais dénoncé non plus par la gauche française. Le neutralisme, je n'y crois pas trop, car en fait les pays du Tiers-Monde se rangent derrière l'une des deux chaînes et ont peu d'autonomie.

ex-aequo au championnat de l'horreur

Alain Lipietz. On a avancé deux arguments pour justifier un choix entre les impérialismes. Argument conjoncturel : l'un veut plus la guerre que l'autre. Argument moral : en plus, il est plus « terrible » que l'autre. Je ne suis convaincu ni par l'un ni par l'autre.

D'abord, je suis d'accord avec tout ce que dit Daniel contre ceux qui s'entêtent à reconnaître dans l'URSS une force progressiste. De là à dire que c'est pire qu'en face... Même Zinoviev affirme qu'en cas de vote vraiment démocratique, les « citoyens soviétiques » choisiraient leur régime. La médiocrité de la vie quotidienne y a ses contre-parties : une « médiocrité tranquille ». Et à la périphérie des chaînes, en matière d'atrocité dans l'exploitation, il est difficile de départager les ex-aequo au championnat de l'horreur. Donc le

critère « moral » (que je ne récuse pas : il imposait de faire la guerre au nazisme, y compris avec Churchill) ne nous conduit pas à choisir.

Quant à l'argument conjoncturel, n'est-ce pas une illusion de perspective ? En 1945, l'URSS est partie avec ses satellites, et tout le reste appartenait aux impérialistes occidentaux. Toute la dynamique ultérieure ne pouvait que profiter d'une certaine façon aux Soviétiques. Là il faut analyser le problème du lien entre les mouvements dits progressistes du Tiers-Monde et le modèle soviétique. Il y a un rapport tactique (c'était l'ennemi de leur ennemi principal), et un autre plus profond : quand on veut rompre avec le capitalisme sans avoir les moyens d'une révolution véritablement socialiste, la tentation c'est le capitalisme d'Etat. Cela ressemble à l'émancipation de l'Amérique Latine vis-à-vis de l'Espagne, qui l'a jetée dans le giron des USA.

Est-ce que cela permet de dire que tout ce qui échappe aux Occidentaux tombe dans la chaîne soviétique, faute de trouver les voies d'une indépendance telle qu'elle semblait tracée par Guevara ou la Chine avant le retour de Teng Siao-ping? Paradoxalement, de ce point de vue, le coup de Kaboul est peut-être une bonne chose. Je me demande si cela ne va pas vacciner les pays indépendants du Tiers-Monde. Exemple: le froid entre l'Inde et l'URSS, mais surtout le Nicaragua, qui avait approuvé le Vietnam au Cambodge mais pas l'URSS en Afghanistan. On assiste à un écroulement de prestige de l'URSS chez les non-alignés.

Quant à « l'anesthésie de la gauche »... Je parlerais plutôt d'une anesthésie générale de la gauche réformiste face à toutes les formes d'impérialisme. Cette gauche ne manifeste pas plus contre les Russes en Afghanistan que contre la France au Sahara, à Kolwézi, etc. Plus : Chevènement se désole de « la perte de notre empire », PS et PC veulent « maintenir la place de la France dans le monde ».

Blandine Barret-Kriegel. On doit quand même prendre en compte des éléments nouveaux. D'abord une connaissance plus approfondie de la réalité soviétique, résumée dans un mot : Goulag. La rapidité des massacres dans ces régimes est sans précédent : au Cambodge la moitié de la population... Finalement, je suis sensible à l'argumentation de Hua Kuofeng lors de sa tournée en Europe, qui a dénoncé le projet soviétovietnamien de faire main basse sur tout le sud-est asiatique.

un droit à la liberté pour le tiers-monde

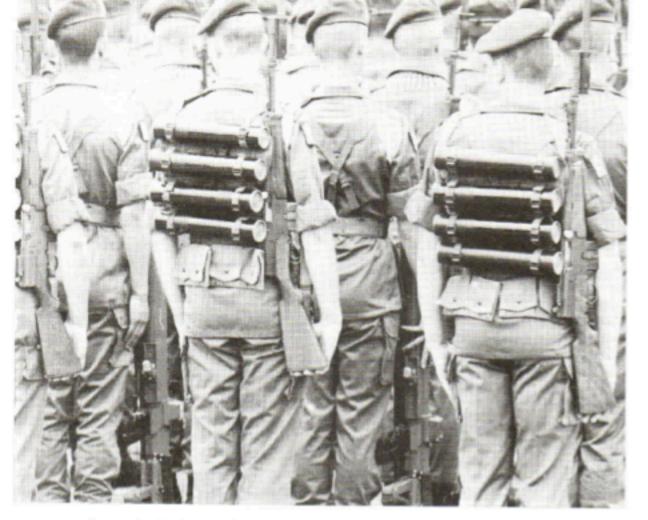
Il faut, pour faire face à ce danger principal, surmonter certaines réactions anesthésiantes. La première est le sentiment de culpabilité qui vient du passé colonialiste. Les anciens militants de gauche, qui ont comme nous toujours pris parti pour la lutte d'émancipation des peuples algériens et vietnamiens, ne doivent absolument pas se sentir culpabilisés par cette politique qu'ils ont toujours combattue. Le colonialisme n'est pas notre fiat, ce n'est donc pas un argument qu'on doit nous opposer.

La seconde est le tiers-mondisme. qui ressemble à l'ouvriérisme. Lénine condamnait ceux qui s'agenouillaient devant le prolétariat. Il y a de même une attitude servile qui conduit à la surenchère à la régression vis-à-vis du Tiers-Monde, surenchère que l'URSS pratique actuellement. Elle consiste à exalter ici le tribalisme, là-bas l'islamisme, toutes les formes culturelles archaïques, dans la mesure où elles ne sont pas occidentales. C'est une voie catastrophique. On prêche la diversité culturelle, on combat l'ethnocentrisme, et cela conduit à conserver pour une toute petite minorité (celle des peuples prospères) les instruments de ses privilèges, parmi lesquels non seulement le niveau de développement mais aussi les droits politiques. On exalte la voie chinoise, le Khomeinysme, et on ancre un certain nombre de peuples dans leur arrièration politique et culturelle. Soutenir véritablement ces pays n'est pas applaudir aux régressions, mais les aider à obtenir des droits individuels équivalents à ceux des pays occiden-

Alain Lipietz. Le problème, c'est qu'il y a des mouvements du peuple du Tiers-Monde, qui sont ce qu'ils sont. On peut déplorer qu'ils se rallient à des bannières comme l'islamisme, contre les USA en Iran, contre les Russes en Afghanistan, mais il faut croire que les idéologies « modernistes » occidentales n'étaient pas convaincantes.

Blandine Barret-Kriegel. Il y a eu, à la suite du soulèvement iranien, un anti-occidentalisme occidental. On daube sur nos institutions démocratiques, on célèbre le Khomeinisme, le Khadafisme... Je dis qu'il faut être universaliste. C'est une forme subtile de colonialisme que de louer ces formes politiques.

Daniel Lindenberg. Il faut ouvrir une réflexion sur l'histoire des rapports entre l'URSS et l'extrême gauche depuis le 20° Congrès. Il y a d'abord l'ère Khrouchtchevienne, dont on mesure avec le recul du temps qu'elle fut, comme le dit Mevdvedev, une tentative désespérée pour changer de l'intérieur le système soviétique. L'extrême gauche n'a pas reconnu l'intérêt de cette tentative.



au nom d'une fidélité au léninisme, ce qui explique que nous nous soyons retrouvés du côté des chinois. Après le coup d'état de 64 qui a installé Brejnev au pouvoir s'instaure une autre relation, je ne mâche pas mes mots, de manipulation. Ce qui veut dire que celui qui est manipulé ne s'en rend pas forcément compte. On s'aperçoit maintenant à quel point le Front du Refus Palestinien n'est qu'un pur appendice de la politique étrangère soviétique. Il y a des indices aussi de manipulation du terrorisme. Il y en a une plus sournoise, idéologique : la Quatrième Internationale se trouve actuellement instrumentalisée par la politique étrangère soviétique.

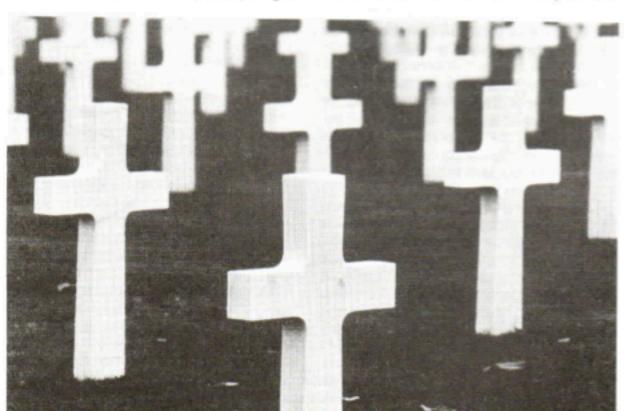
Aujourd'hui, il nous faut en même temps prendre en compte la politique étrangère chinoise et exprimer notre solidarité avec les opposants chinois. C'est cela notre rupture avec la règle de la « double vérité ».

Deuxième point : la politique gis-

cardienne. Elle réussit ce tour de force d'être servile avec les deux superpuissances à la fois. Elle a liquidé l'amorce de troisième voie que représentait le gaullisme, mais elle est munichoise devant les soviétiques. On va se retrouver le dernier pays occidental à vouloir envoyer ses athlètes à Moscou.

la peste ou le choléra

Thierry Paquot. Je suis d'accord pour dénoncer l'aveuglement de l'extrême gauche organisée face à la politique soviétique, je suis d'accord pour souligner l'aggressivité de cet impérialisme particulier qu'est l'impérialisme russe. Je dis « particulier » pour bien montrer les limites de notre analyse de l'URSS, car économiquement parlant cet impérialisme est peu « rentable », « efficace » par rapport à l'impérialisme de la chaîne occidentale. Mais il ne faut pas tom-



ber dans un anti-soviétisme outrancier et raisonner uniquement en terme de « deux mondes ». Il n'y a pas à choisir entre la peste et le choléra! La situation mondiale est plus complexe, la difficulté réside justement en la manière d'articuler la lutte sur le court terme et celle sur le long terme. Je m'explique: sur le court terme, il convient de faire connaître les scandaleux agissements de l'Armée Rouge en Afghanistan, de militer activement pour son départ immédiat de ce pays, etc. Ce qui ne signifie pas s'aligner obligatoirement sur les positions de Carter et Giscard. Cela fait longtemps que je suis pour le boycott des Jeux... Sur le long terme, la mobilisation doit porter sur la lutte contre l'impérialisme en général, contre la mondialisation non seulement du salariat, mais de ce que j'appelle (à défaut d'une autre expression) le capitalisme d'Etat et son corollaire l'homogénéisation des mœurs. Ce dernier processus étant tendanciel... C'est dire l'enjeu des combats à mener. C'est dire l'importance de nos engagements actuels. ne pas se fourvoyer dans une opposition unilatérale, mais bien avoir à l'esprit cette dialectique du court et long terme, tout en sachant que lutter contre l'occupation soviétique en Afghanistan c'est aussi lutter contre le totalitarisme ici maintenant et demain.

Daniel Lindenberg. Mais que veuton dénoncer ? J'entends des camarades: « Rompons les rangs! » Si ça veut dire le licenciement de l'armée française, je ne suis pas d'accord. C'est le pacifisme 1938, le secrétaire de la Fédération des Instituteurs déclarant « je préfère vivre allemand que mourir français ». Il faut réfléchir aux questions de défense, Chevènement au moins le fait. D'accord contre les interventions françaises, mais vraiment ça ne pèse pas de grand poids. Le problème de l'indépendance de la France, c'est quand même un autre problème. Et pour celæil faut une force armée.

Blandine Barret-Kriegel. Prenons l'exemple de l'affaire de Gafsa. La Lybie c'est le fer de lance de l'intervention soviétique pour une déstabilisation complète de la situation en Afrique. Michel Jobert a raison de dire que contre ça il faut intervenir. La passivité de l'Occident face au coup de Kaboul est une grande victoire soviétique.

un neutralisme actif

Alain Lipietz. On vient d'identifier deux problèmes qui en fait ne se confondent pas. Celui de la condamnation des régimes de type soviétique, et celui du camp pro-soviétique. Je suis en désaccord sur l'idée d'une suprématie dans l'horreur du régime

soviétique. On peut toujours contester les chiffres, mais si on les prend. prenons les tous. Additionnons les victimes des interventions US, françaises, des régimes d'Amérique Latine, de la faim, résultat régulier de l'exploitation impérialiste. La presse a claironné qu'il n'y avait plus d'enfant au Cambodge. Dans le même temps, la quasi-totalité des sahraouis de moins de 4 ans étaient morts de la variole, dans les camps où ils s'étaient réfugiés devant l'invasion marocaine appuyée par la France. Qui en a parlé? Il faudrait aussi mesurer l'aveuglement en termes de minutes télé, de surface dans les journaux.

Mais de toutes façons ça ne nous donnerait pas un critère pour « choisir notre camp ». Car aujourd'hui les régimes ne s'identifient plus avec les alliances. Dans le camp antisoviétique, avec nous, appelant à la guerre contre l'URSS, il y a aujourd'hui Pol Pot et la Chine de

reng !

Alors maintenant, qu'est-ce qu'on fait? Ma vision du monde est peutêtre utopique, mais il faut voir notre situation concrète. Si nous étions dans une situation claire, les Russes dans les rues de Paris, il est évident que je serais résistant, comme tous les gens qui aujourd'hui soulignent les crimes américains...

Blandine Barret-Kriegel. Je ne suis pas aussi optimiste que toi!

Alain Lipietz. De toutes façons, ce n'est pas la situation. On a une domination impérialiste sur l'ensemble du monde, partagée en deux chaînes rivales. Le problème est celui du type de politique étrangère cohérent avec pourquoi, en tant que militants« quotidiens », dans notre pays ou dans les pays dominés, nous combattons. Peut-II y avoir rapport entre les deux? Une position de type: « Nous sommes en 38-39, il faut exiger une politique d'armement et de mobilisation », quelles forces sociales vont l'appuyer? Vous nous dites « peu de forces dans le monde militant pour le neutralisme ». Je vous ai dit qu'il faut prêter attention aux réactions au coup de Kaboul. Et en France, une politique neutraliste active, une politique de soutien aux luttes contre tous les impérialismes. c'est la seule politique cohérente avec les mouvements sociaux qui contestent l'ordre giscardien. Vous ne pouvez pas trouver sur une ligne de mobilisation contre l'Union Soviétique quelque chose qui permette de faire mûrir et converger les mouvements de masse en France.

quelle déstabilisation

Blandine appelle à lutter contre la « déstabilisation de l'Afrique », es-tu

donc pour la « stabilisation » ? Quel est donc l'ordre africain, tunisien, sud-africain, centre-africain, l'ordre que le Maroc veut imposer aux sahraouis? Si on pense qu'il y a une « troisième voie », on est pour la déstabilisation des aires impérialistes. Et bien sûr on prend le risque que les succès contre une chaîne impérialiste profitent à l'autre. Mais faut-il au nom de ça lutter contre la déstabilisation? Carter a été clair dans sa déclaration : « Nous ne tolérerons plus aucune intervention étrangère dans la région du Golfe, ni aucune tentative de subversion interne ». Et il envoie ses troupes en Oman. Actuellement les USA tirent parti de l'intervention soviétique pour « restabiliser» militairement leur zone d'influence.

Alors je dis qu'aujourd'hui il faut soutenir dans le mouvement ouvrier ce qui refuse les interventions, il faut soutenir les écolos qui refusent de se battre pour « nos » puits de pétrole, il faut soutenir les féministes qui refusent le bellicisme.

Blandine Barret-Kriegel. Moi je vois autrement l'alternative. Je ne crois ni au Tiers Mondisme, ni à la reconduction de la logique des blocs: Yalta c'est fini. Tout comme toi, je souhaite l'émancipation des peuples défavorisés. Mais le problème est celui des moyens. Et l'obstacle fondamental à l'émancipation des peuples arriérés, il est dans la chappe de plomb que le socialisme concentrationnaire fait peser sur ces peuples. Certes il y a une responsabilité fantastique des Occidentaux dans cette situation: c'est le racisme, le caractère borné de notre politique qui laisse ces peuples croupir dans leur archaïsme. Si la « déstabilisation » profite au progrès, je suis pour, mais si elle profite à une grande puissance qui sera pire encore, je suis contre. La Troisième voie... il y a une hiérarchie des choses importantes dans une situation concrète. Ce qui est fondamental est d'œuvrer à la prise de conscience de la nouvelle politique soviétique.

Daniel Lindenberg. Il faut dénoncer le giscardisme, meilleur fourier de la finlandisation de la France. N'opposons le soutien au Tiers-Monde et la mobilisation antisoviétique. De la coalition anti-nazi à l'émancipation de l'Inde par exemple, la conséquence était bonne. Un processus idéologique a été engagé: la charte des Nations Unles a conduit à la première grande vague d'émancipation des peuples coloniaux. De même, il n'y a pas une muraille de Chine entre la coalition anti-soviétique et le nécessaire réajustement des relations Nord-Sud.

Alain Lipietz. Je ne vois pas en quoi un projet véritable d'émancipa-

tion a plus de chance de se développer dans un front anti-soviétique que dans un combat contre tous les impérialismes. Et cela pour une raison de fond: je pense que l'impérialisme occidental est tout à fait capable d'établir des formes concentrationnaires ici (pour les Noirs d'Afrique du Sud, en Uruguay), là des formes de domination par les notables traditionnels (en Afrique noire), etc. Et aussi pour une raison directe : l'impérialisme étant structuré tel qu'il l'est. aucun peuple dans la zone occidentale ne peut se donner comme drapeau l'antisoviétisme pour promouvoir son émancipation.

l'ennemi direct

Dans un mouvement populaire, il faut une coïncidence entre un projet de société différente et la mobilisation contre l'ennemi direct. Or l'ennemi direct, dans l'écrasante majorité des cas, c'est le bloc occidental. En France, par exemple, ce n'est pas dans l'antisoviétisme qu'on fera converger le mouvement ouvrier, les féministes, les écolos, les régionalistes, c'est contre le régime giscardien, sa police, son armée.

D'ailleurs je ne pense pas que Giscard soit si faible devant l'URSS: en fait, il fait surtout passer ses intérêts mercantiles avant son alliance avec les USA. Mais en matière de résistance face à la « déstabilisation », il peut se vanter de n'avoir aucune leçon à recevoir de Carter: au Tchad, au Sahara, à Kolwezi, à Gafsa... Objectivement, la France est le gendarme de l'Afrique pour le compte

des USA et de la RFA.

Blandine Barret-Kriegel. Un des points centraux de notre désaccord est cette conception de l'ennemi direct, comme l'énonce Alain. D'un point de vue économique, pour les pays du Tiers-Monde l'ennemi immédiat est bel et bien le camp occidental, mais d'un point de vue politique l'ennemi principal et indirect c'est l'Union Soviétique. C'est là une des limites de l'analyse économiste, bien sûr il y a l'échange inégal, le pillage du Tiers-Monde, mais pour rompre avec l'exploitation économique il faut aussi pouvoir rompre d'un point de vue politique. C'est ce qu'ont appris les Egyptiens! L'aide soviétique n'est pas désintéressée, elle n'est pas gratuite, le but des Soviétiques est d'installer un système politique à la soviétique, un système qui bloque toute possibilité de développement économique. Je crois qu'un des aspects du malaise politique actuel se situe là : à chaque fois qu'on soutient un mouvement de libération national vient se surajouter la mise en place d'un système politique de type soviétique, c'est la triste réalité qu'on ne peut que constater !